

**CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 12 MAI 2021****N° 2021/51**

Un extrait de la présente délibération a été affiché à la porte de la Mairie :

Le 18 MAI 2021

Présents : 34
Excusé : 1
(1 pouvoir)
En exercice : 35

Secrétaire de séance :
Alain GRAVOUEILLE et
Patricia VILLARME

Le mercredi douze mai deux mille vingt et un à dix-huit heures trente, les membres du Conseil Municipal se sont réunis en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Jackie GOULET, Maire, sur convocation faite par lui le cinq mai deux mille vingt et un.

Étaient présents : M. GOULET, Maire – MM. NERON N, NERON M, Mmes GUILLON, LIEBAULT, Maires Délégué(e)s – Mme LELIEVRE, M. GRAVOUEILLE, Mme LE COZ, M. PROD'HOMME, Mme FAURE, M. CARDET, Mme METIVIER, M. JOSSE, Adjoints – M. BIDAULT, Mmes BOURDIER, TUBIANA, TAUGOURDEAU, M. COMBEAU, Mme GRIMA, MM. PIERRE, BRAEMS, Mme RIO, M. GUILMET, Mme LHOMMEDE, M. CHA, Mmes GODFRIN, COUBLANT, MM. RICOU, OLIVA, CHANDOUINEAU, Mmes SOURDEAU, VILLARME, M. HENRY, Mme LEMENACH, Conseillers Municipaux.

Excusé : M. HOUTIN a donné pouvoir à M. NERON N.

FORMATION DES ÉLUS DE LA VILLE DE SAUMUR ET MONTANT DES CRÉDITS AFFECTÉS

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2123-12 et suivants,

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'État,

Considérant que tous les membres du conseil municipal ont le droit de bénéficier d'une formation adaptée à leurs fonctions,

Considérant qu'une formation est obligatoirement organisée au cours de la première année de mandat pour les élus ayant reçu une délégation,

Considérant qu'une délibération doit être obligatoirement prise dans l'année suivant le renouvellement général du conseil municipal sur l'exercice du droit à formation de ses membres, cette délibération détermine les orientations de la formation et les crédits ouverts à ce titre,

Considérant que le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2 % du montant total des indemnités de fonction susceptibles d'être allouées aux élus de la collectivité et que le montant réel des dépenses de formation ne peut excéder 20 % du même montant,

Considérant que conformément à l'article L 2123-13 du code général des collectivités territoriales, chaque élu peut bénéficier de 18 jours maximum de formation sur toute la durée du mandat et quel que soit le nombre de mandats qu'il détient,

Considérant que les formations sont pris en charge à la condition que l'organisme dispensateur soit agréé par le ministre de l'intérieur, de même que les frais d'enseignement, les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration (frais de séjour et de transport), ainsi que la compensation de la perte éventuelle de salaire, de traitement ou de revenus (dans la limite de 18 jours par élu pour la durée du mandat),

Considérant que les orientations proposées en matière de formation sont les suivantes :

- formations en lien avec les délégations et/ ou l'appartenance aux différentes commissions
- formations favorisant l'efficacité personnelle (gestion de projet, conduite de réunion, animation d'équipe, gestion du temps, informatique et bureautique, prise de parole en public, négociation, gestion des conflits...)
- formations en lien avec les compétences de la collectivité
- formations liées à la gestion des politiques locales (finances publiques, marchés publics, délégations de service public, démocratie locale, intercommunalité, etc.),

Considérant que la prise en charge de la formation des élus se fera selon les principes suivants :

- organismes de formations agréés uniquement
- demande de remboursement précisant l'adéquation entre l'objet de la formation et les fonctions effectivement exercées pour le compte de la collectivité, déposée préalablement à la participation au stage
- remboursement uniquement sur présentation de justificatifs des dépenses
- répartition équitable des crédits

Il est donc proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ADOPTER le principe d'allouer une enveloppe budgétaire annuelle à la formation des élus municipaux d'un montant égal à 2 % du montant des indemnités des élus, soit 6000 € annuels.
- VALIDER les orientations en matière de formation et les prises en charge y afférent
- INSCRIRE au chapitre 65 du budget 2021 les crédits correspondants.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal APPROUVE à l'unanimité.

RECU par le Sous-Préfet de SAUMUR,

18 MAI 2021



Pour extrait conforme,
Le Maire de la Ville de Saumur,

Jackie GOULET